

Souveraineté Numérique : Le « Pragmatisme » Allemand face à l'« Activisme Cloud » Français

Comment la substitution de technologies US par des acteurs nationaux redéfinit la compétitivité européenne : enseignements pour l'Allemagne et la France.

Roland Blass, M.Sc. - Blass Consulting & Research

Juin 2026

Résumé Exécutif

Alors que la rhétorique politique à Berlin et Paris converge sur la « souveraineté numérique », les stratégies de mise en œuvre divergent radicalement. Cet article analyse comment la France, via un « activisme cloud » étatique, remplace activement les fournisseurs américains par des champions nationaux, tandis que l'Allemagne privilégie un « pragmatisme de marché » fondé sur la conformité. À travers l'étude de **cas emblématiques** (ChapsVision en juin 2026, Scaleway en avril 2026), il est argumenté que le modèle français permet d'atteindre des objectifs politiques, mais s'accompagne de *trade-offs* potentiels en termes de coûts et de dynamique d'innovation. Pour la politique industrielle européenne, la question centrale est l'harmonisation de ces deux trajectoires sans compromettre la compétitivité des PME.

Comment citer ce document : Blass, Roland (2026) : Le « Pragmatisme » Allemand face à «l'Activisme Cloud » Français. Comment la substitution de technologies US par des acteurs nationaux redéfinit la compétitivité européenne. Nürtingen: Document de travail / Working Paper. Disponible sous : <https://blass-consulting.com/fr/Actualites/Souverainete-Numerique/>

Disclaimer: Les opinions exprimées dans ce document sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les positions des institutions affiliées ou des bailleurs de fonds.

1. Introduction : Des trajectoires divergentes vers la souveraineté

La « souveraineté numérique » est devenue un pilier de la politique industrielle franco-allemande. Dans l'**Agenda économique franco-allemand** (2025), les deux États ont réaffirmé l'objectif d'une infrastructure cloud européenne. Pourtant, deux économies politiques distinctes s'affrontent : le *dirigisme* français créateur de champions nationaux face à l'*ordolibéralisme* allemand favorisant les solutions de marché.

Les cas emblématiques actuels : Le débat théorique a connu une accentuation empirique le **17 juin 2026**. Le ministère de l'Intérieur a confirmé que **ChapsVision** a remplacé **Palantir** dans le secteur de la sécurité (déploiement de la solution *ArgonOS*). Cela fait suite à l'attribution du contrat du **Health-Data-Hub** à **Scaleway** le **23 avril 2026**, écartant Microsoft Azure. Ces décisions doivent être interprétées comme des **cas emblématiques (leading cases)** : elles indiquent fortement que l'intervention étatique peut corriger la logique de marché. Cependant, affirmer que cela prouve une supériorité globale du modèle français nécessite une analyse nuancée des opportunités et des risques associés.

2. Le modèle français : Activisme et ses implications

La France déploie une stratégie d'« activisme cloud », l'État agissant comme investisseur et client privilégié.

2.1 Stratégie et certification

Via l'initiative *Cloud de Confiance* et la certification *SecNumCloud* (ANSSI), la France érige des barrières à l'entrée pour les fournisseurs non certifiés. Comme l'analysent divers travaux de l'**Institut Montaigne** sur les infrastructures numériques, cela vise une infrastructure souveraine. Les cas ChapsVision et Scaleway soulignent l'efficacité de cet instrument couplé à une volonté politique.

2.2 Impact sur les PME/ETI : Preuves et limites

Pour les PME françaises, l'État est un guide direct. Une source de données fondamentale est fournie par les études régulières de **Bpifrance Le Lab** sur la transformation numérique. Ces analyses documentent qu'une part significative des ETI françaises prend en compte les recommandations étatiques et que les incitations financières accélèrent la migration vers des clouds souverains.

Cela crée une souveraineté par la politique de l'offre. Toutefois, une analyse critique doit souligner les **trade-offs** potentiels :

- **Coûts** : Les solutions nationales peuvent être plus onéreuses en raison d'économies d'échelle réduites.
- **Vitesse d'innovation** : L'accent sur la sécurité certifiée pourrait retarder l'accès aux dernières innovations IA (souvent disponibles d'abord sur les clouds US).
- **Vendor-Lock-in** : La dépendance aux géants US est remplacée par une dépendance à quelques champions nationaux favorisés par l'État.

« L'approche française impose la souveraineté par l'exclusion ciblée. Pour les PME, c'est un arbitrage politique échangeant la sécurité contre les avantages d'efficacité potentiels des marchés globaux. » (Analyse basée sur les données Bpifrance).

3. Le modèle allemand : Pragmatisme et sécurité réglementaire

L'Allemagne mise sur un cadre de confiance (*Ordnungspolitik*) plutôt que sur la construction d'infrastructure.

3.1 Gaia-X et contrôle des données

Le projet phare allemand, **Gaia-X**, a évolué vers un projet de standardisation. L'accent n'est plus mis sur la possession du hardware, mais sur la souveraineté des données. Le **Ministère fédéral de l'Économie (BMWK)** finance principalement le développement d'espaces de données et de standards, et non la construction de data centers par l'État (BMWK, 2023).

3.2 Impact et risques pour le « Mittelstand » allemand

Les PME allemandes décident selon des critères économiques. Les enquêtes de l'initiative « **Mittelstand-Digital** » (IW Köln) montrent une utilisation majoritaire des hyperscalers US (AWS, Azure, Google). La position du gouvernement (T. Jarzombek, **Bitkom**) souligne que la souveraineté passe par le contrôle des données et les contrats, non par la localisation physique.

Évaluation critique : Cette approche maximise l'efficacité à court terme et l'accès à l'innovation, mais comporte un risque géopolitique : les lois US (*Cloud Act*) pourraient contourner les garanties européennes. Contrairement à la France, aucune autarcie stratégique n'est visée, ce qui peut créer une vulnérabilité en temps de crise.

4. Analyse comparative : Divergences et risques

La comparaison révèle deux profils de risque distincts :

Dimension	France (Activisme Cloud)	Allemagne (Pragmatisme)
Rôle de l'État	Investisseur actif, client, « portier »	Régulateur, définisseur de standards
Objectif premier	Autarcie technologique & remplacement US	Conformité RGPD & efficacité du marché
Évidence (2026)	Cas emblématiques ChapsVision, Scaleway (Remplacement US)	Statu Quo (Utilisation hyperscalers US)
Opportunités	Souveraineté stratégique, contrôle	Efficacité des coûts, accès à l'innovation
Risques / Trade-offs	Coûts élevés, innovation potentiellement plus lente, lock-in chez champions nationaux	Dépendance géopolitique, vulnérabilité aux changements juridiques US

4.1 Le risque de fragmentation

Pour les PME transfrontalières, un obstacle apparaît : les PME allemandes pourraient être exclues du marché français si elles n'utilisent pas de solutions *SecNumCloud*. Les analyses du **Cerfa (Ifri)** mettent en garde contre une « fracture numérique » en cas de divergence réglementaire trop forte.

4.2 Efficacité vs. Souveraineté

Les cas de 2026 montrent que la France est prête à sacrifier des potentiels d'efficacité pour le contrôle politique. L'Allemagne accepte des risques géopolitiques pour préserver l'efficacité du marché. Aucune stratégie n'est intrinsèquement « supérieure » ; elles reflètent des priorités politiques différentes.

5. Conclusion et recommandations politiques

L'analyse révèle non pas une stratégie européenne unifiée, mais deux trajectoires complémentaires et parfois concurrentes.

- La **France** démontre par des cas emblématiques la faisabilité de ses objectifs de souveraineté, en acceptant des *trade-offs* économiques potentiels.
- L'**Allemagne** priorise l'efficacité de marché, négligeant la construction d'une autarcie stratégique.

Recommandations :

1. **Harmonisation des certifications** : *SecNumCloud* (FR) et EUCS (UE) doivent être mutuellement reconnues pour éviter la fragmentation.
2. **Pondération des Trade-offs** : L'Allemagne devrait évaluer si une politique de demande plus active (sans protectionnisme rigide) est nécessaire pour réduire la vulnérabilité. La France doit surveiller que ses solutions nationales restent suffisamment innovantes.
3. **Architectures hybrides** : Les programmes Interreg/UE devraient soutenir des projets combinant standards de souveraineté français et efficacité allemande (ex: Multi-Cloud avec contrôle européen des données).

Références Bibliographiques (Sélection)

Bpifrance Le Lab (en continu): *Publications et analyses sur la transformation numérique des PME et ETI*. Paris : Bpifrance.

Disponible sur : <https://lelab.bpifrance.fr/thematiques/transformation-numerique>

Institut Montaigne (en continu): *Travaux et notes d'analyse sur la souveraineté numérique et les infrastructures cloud*. Paris : Institut Montaigne.

Disponible sur : <https://www.institutmontaigne.org/thematiques/numerique>

BMWK (en continu): *Rapports sur la stratégie numérique et Gaia-X*. Berlin.

Disponible sur : bmwk.de

Cerfa (Ifri) (en continu): *Documents et working papers sur les relations franco-allemandes*.

Paris : Ifri.

Disponible sur : ifri.org

IW Köln / Mittelstand-Digital (en continu): *Enquêtes sur la digitalisation des PME*.

Disponible sur : mittelstand-digital.de

Les Echos (17.06.2026): *Couverture du remplacement de Palantir par ChapsVision*. Paris.

La Tribune (23.04.2026): *Couverture de l'attribution du Health-Data-Hub à Scaleway*. Paris.

Gouvernements français et allemand (2025): *Agenda économique franco-allemand*.

Prises de position publiques (diverses années): *Positions de T. Jarzombek et du Bitkom sur la souveraineté numérique*.